

Artikel 8 übernommen, der sich mit den besonderen Veranstaltungen und mit dem nächtlichen Verkauf von Speisen und Getränken zum Mitnehmen befasst.

Der heutige Artikel 10, der die Ausnahmen vom allgemeinen Sonn- und Feiertag-Verkaufsverbot enthält, wird insofern angepasst, als das zulässige Warenangebot in den Tankstellen an diesen Tagen näher präzisiert wird. Mit dem neuen Artikel 12b erhält das Polizeidepartement schliesslich zusätzliche Kompetenzen, um den bisherigen Erfahrungen in diesem Bereich Rechnung zu tragen. Dem Polizeidepartement wird dadurch die Möglichkeit gegeben, die Gemeinden besser zu informieren, zu einer einheitlichen Praxis auf dem gesamten Kantonsgebiet beizutragen und auf diese Weise dem Willen des Gesetzgebers Nachachtung zu verschaffen.

Wir beantragen Ihnen, diesen Gesetzesentwurf anzunehmen.

GESETZESENTWURF

zur Änderung des Gesetzes über die Ausübung des Handels

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 2. Oktober 2001;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Artikel 1. Das Gesetz vom 25. September 1997 über die Ausübung des Handels (SOF 940.1) wird wie folgt geändert:

Art. 8 Randtitel und Abs. 2

Nächtliche Öffnungszeit

a) Grundsatz

² Aufgehoben

Art. 8a (neu), b) Kioske

¹ Die Gemeinden können die Schliessung der Kioske von Montag bis Samstag auf 21 Uhr festlegen.

² Als Kioske gelten kleinere Verkaufsstände oder Verkaufsstellen, die der Kundschaft überwiegend Presseerzeugnisse, Süßigkeiten, Tabak- und Souvenirwaren sowie kleine Verpflegungsartikel anbieten.

Art. 8b (neu), c) Tankstellen

¹ Die Verkaufsräume der Tankstellen unterliegen denselben Bestimmungen wie alle übrigen Geschäfte.

² Für Tankstellen, deren Angebot sich auf Kioskartikel beschränkt, findet jedoch Artikel 8a Anwendung.

Art. 8c (neu), d) Besondere Tätigkeiten

Die Gemeinden können für besondere Veranstaltungen oder für bestimmte dauerhaft betriebene Geschäfte, die Speisen und Getränke zum Mitnehmen anbieten, ausnahmsweise weitere Abendverkäufe bewilligen.

Art. 10 Abs. 1 Bst. e und f (neu)

[¹ Die Gemeinden können für die Zeit von 6 bis 19 Uhr die Öffnung folgender Geschäfte an Sonn- und Feiertagen bewilligen:]

e) die Fahrzeugwaschanlagen;

f) die Verkaufsräume der Tankstellen, für Kioskartikel und Lebensmittel.

Art. 12b (neu), Aufsicht

¹ Das Polizeidepartement ist die Aufsichtsbehörde in Sachen Geschäftsöffnungszeiten.

² Es erlässt Richtlinien und besondere Anordnungen.

Art. 2. Der Staatsrat wird mit dem Vollzug dieses Gesetzes beauftragt. Er setzt das Datum des Inkrafttretens fest.

Vom Grossen Rat beschlossen in Freiburg am

MESSAGE N° 320

2 octobre 2001

accompagnant le projet de loi modifiant le code de procédure pénale, la loi d'organisation judiciaire et la loi sur la juridiction pénale des mineurs

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi modifiant le code de procédure pénale (RSF 32.1), la loi d'organisation judiciaire (RSF 131.0.1) et la loi sur la juridiction pénale des mineurs (RSF 132.6).

I. Généralités

I. Le code de procédure pénale actuel est entré en vigueur le 1^{er} décembre 1998.

Après deux ans d'expérience, les autorités judiciaires concernées ont rencontré certaines difficultés dans l'application de ce nouveau code et constaté que certaines exigences de procédure prolongeaient inutilement les procédures et/ou entraînaient des frais injustifiés.

Le Conseil d'Etat a dès lors chargé le Département de la justice, en collaboration avec les autorités concernées, d'examiner les possibilités d'alléger les procédures et les coûts de la justice pénale, sans remettre toutefois en cause les options fondamentales du nouveau code. Il a par ailleurs demandé d'étudier les propositions des experts Piquerez et Cornu et de les intégrer, le cas échéant, dans le projet de modification du CPP.

Un groupe de travail a été créé à cet effet, composé des personnes suivantes:

- M^{me} Maryline Boson Sulmoni, cheffe de service du Département de la justice, présidente
- M. Georges Chanez, président du Tribunal de la Broye
- M^{me} Anne Colliard, procureure générale
- M. Pierre Corboz, juge cantonal
- M. Pierre Nidegger, commandant de la Police cantonale
- M. Jean-Frédéric Schmutz, président de l'Office des juges d'instruction.

Ce groupe a tenu quatre séances consacrées à l'examen des propositions des autorités pénales et des experts Piquerez et Cornu.

On rappelle ici les mesures préconisées par les experts pour améliorer le fonctionnement de l'activité des juges d'instruction et de la police judiciaire.

1. Pour les affaires de petite criminalité, des solutions devraient être recherchées afin d'éviter la surcharge des juges par des dossiers pour lesquels des investigations personnelles du juge ne s'imposent pas; le président de l'Office des juges d'instruction pourrait, après consultation de ses collègues, proposer les mesures nécessaires.

2. On peut se demander s'il ne conviendrait pas d'augmenter la compétence des juges d'instruction pour les ordonnances pénales, ceci à des peines jusqu'à six mois de privation de liberté, éventuellement aussi au prononcé de l'expulsion; cela nécessiterait une modification législative.
3. Le budget alloué à l'Office des juges d'instruction pour la formation continue des magistrats doit être sérieusement augmenté.
4. L'introduction d'une fonction de juge d'instruction économique pourrait être envisagée, sans que cela conduise forcément à la création d'un poste supplémentaire.
5. La réflexion sur d'éventuelles autres spécialisations, pour une partie des tâches des juges d'instruction, pourrait être poursuivie.
6. L'ouverture du recours à la Chambre pénale contre toutes les décisions des juges d'instruction conduit à des abus, par exemple s'agissant de recours contre des citations à comparaître; il conviendrait de limiter le droit de recours aux décisions juridictionnelles des magistrats instructeurs, notamment à celles qui touchent aux intérêts juridiquement protégés des justiciables; cela nécessiterait une modification législative.
7. La Chambre pénale devrait préciser, par voie de circulaire, si des directives prises sous l'ancien droit demeurent applicables, le cas échéant lesquelles.
8. Le délai de garde à vue, dans la compétence de l'officier de police, devrait être porté de 12 à 24 heures, ce qui nécessiterait une modification législative.
9. La Chambre pénale, par voie de directives, devrait régler la question de l'ouverture de l'instruction; éventuellement, une modification législative pourrait aussi être envisagée à ce sujet.
10. Le législateur pourrait revoir la question de la séparation entre l'enquête préliminaire de police et l'instruction proprement dite; la Chambre pénale pourrait déjà, dans un premier temps, régler par des directives la pratique à suivre par les juges d'instruction quand ils interviennent au stade de l'enquête préliminaire.
11. La Chambre pénale, éventuellement le président de l'Office des juges d'instruction, devrait régler les questions relatives à la constitution et à la tenue des dossiers et des procès-verbaux.
12. Les juges d'instruction, éventuellement avec le concours de la Chambre pénale, devraient veiller à harmoniser leurs pratiques en matière de délégation d'opérations à la police, notamment en fonction des impératifs de l'instruction contradictoire.
13. Le président de l'Office des juges d'instruction devrait prendre les mesures nécessaires pour que les juges se conforment à l'obligation d'informer les prévenus des charges retenues contre eux et de motiver les décisions de placement en détention préventive.
14. La Chambre pénale pourrait rappeler, dans une circulaire, les principes sur le contenu nécessaire des décisions de renvoi.
15. Le Tribunal cantonal et la Chambre pénale devraient régler, par voie de directive – ou d'un règlement – certaines questions relatives à la chronique judiciaire et à

l'information du public et des médias par les magistrats.

Le projet de révision partielle du CPP donne suite aux propositions de modifications légales contenues dans le rapport des experts, à l'exception de la proposition d'augmenter la compétence des juges d'instruction lorsqu'ils rendent des ordonnances pénales condamnant à une peine privative de liberté inférieure ou égale à 6 mois. Il est apparu aux membres du groupe de travail que la modification proposée intervenait trop tôt et que le temps écoulé depuis l'entrée en vigueur du nouveau code ne permettait pas d'avoir le recul nécessaire pour apprécier objectivement la nécessité d'une telle modification. De plus, de l'avis du groupe de travail, l'emprisonnement pour une durée de 6 mois est une décision importante; elle doit être prise par l'autorité de répression. Enfin, la condamnation par le juge de police, qui lit le dispositif en séance et donne toutes les explications nécessaires, permet mieux au condamné de prendre conscience des faits reprochés et de la sanction.

Quant aux autres mesures préconisées par les experts et qui ne nécessitaient pas de modifications légales, elles ont été mises en œuvre par le Tribunal cantonal et l'Office des juges d'instruction:

1. D'entente avec la Chambre pénale, le président de l'Office a pris des mesures pour uniformiser et préciser les règles relatives à la constitution et à la tenue des dossiers et des procès-verbaux.

2. Un projet de règlement sur la chronique judiciaire a été adopté par le Tribunal cantonal le 17 mai 2001.

3. Un jeu complet des directives et circulaires du Tribunal cantonal a été adressé à l'Office des juges d'instruction. Deux séances de travail avec le président de l'Office ont eu lieu pour examiner après consultation des premiers intéressés, les directives et circulaires à confirmer, respectivement à abroger, et de discuter de la nécessité d'éventuelles directives supplémentaires. Après examen de ces directives et circulaires, le Tribunal cantonal, par souci de clarté, a décidé de les abroger, car elles n'étaient plus nécessaires puisque la plupart d'entre elles concernaient des situations aujourd'hui réglées par le nouveau code.

II. Sur mandat du Conseil d'Etat, M^{me} Barbara Ott a fait une expertise sur le fonctionnement de la police de sûreté fribourgeoise, dont le rapport a été rendu en février 2001. Il a également été tenu compte des observations faites dans ce rapport pour élaborer les modifications du CPP.

III. Le Conseil d'Etat a nommé en 1998 une commission chargée de la révision totale de la loi sur la juridiction pénale des mineurs.

Cette commission était composée des personnes suivantes:

- M. Michel Lachat, président de la Chambre pénale des mineurs, président
- M. Peter Baeriswyl, ancien chef de la police de sûreté
- M^{me} Maryline Boson Sulmoni, cheffe de service du Département de la justice
- M^{me} Noëlle Chatagny, tutrice générale de la ville de Fribourg
- M. Germain Collaud, chef de la brigade des mineurs
- M^e Patrik Gruber, vice-président de la Chambre pénale des mineurs et avocat

- M^{me} Marianne Meyer, responsable adjointe du Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille
- M. Andreas Mueller, juriste à Fribourg
- M. Stéphane Quéru, chef de l'Office cantonal des mineurs.

Les travaux de cette commission ont pris fin au début 2000. Toutefois, compte tenu de la votation populaire du 12 mars 2000 et de la modification de l'art. 191 de la Constitution fédérale, il a été décidé de surseoir à la mise en consultation du projet (on rappelle qu'un projet fédéral de code de procédure pénale fédéral et de procédure pénale des mineurs a été mis en consultation en été 2001 par l'Office fédéral de la justice). Il apparaissait en effet inopportun de modifier le droit de procédure actuel si un code de procédure pénale fédéral devait prochainement entrer en vigueur.

Le président de la Chambre pénale des mineurs et les vice-présidents ont toutefois proposé d'intégrer dans la révision partielle du CPP, des modifications de la loi actuelle. Ces modifications ont donc été reprises dans le projet ci-joint.

IV. Le 19 décembre 2000, le Conseil d'Etat a autorisé la mise en consultation du projet de loi modifiant le code de procédure pénale, la loi d'organisation judiciaire et la loi sur la juridiction pénale des mineurs. Ce projet de loi a reçu, dans l'ensemble, un écho favorable de tous les milieux consultés.

II. Commentaire par article

A. Code de procédure pénale

Art. 36

L'on propose la suppression de la lettre e. Il ne se justifie en effet pas d'accorder un défenseur d'office dans tous les cas où le lésé qui participe aux opérations de procédure est assisté. La lettre b permet la désignation d'un défenseur lorsque la difficulté de la cause le justifie. Cette lettre permet donc de tenir compte du respect de «l'égalité des armes» sans qu'il faille, pour la moindre infraction (voies de fait, injures, etc.), désigner un défenseur d'office, comme c'est le cas actuellement.

Art. 66 al. 3

L'absence de prolongation lorsque l'autorité fixe un délai sur une date précise a pour conséquence que les parties se retrouvent souvent durant une même période face à plusieurs échéances, entraînant une surcharge de travail préjudiciable tant aux intérêts des prévenus qu'à ceux de l'accusation.

Pour permettre plus de souplesse, sans toutefois ralentir la procédure puisque l'autorité peut d'emblée prévoir que le délai ne sera pas prolongé, il convient de supprimer la phrase «avait fixé l'expiration du délai sur une date précise».

Compétences de l'officier de police judiciaire (Art. 102, 106, 107, 122, 127, 150)

Situation actuelle

Selon le CPP actuel, l'officier de police judiciaire (ci-après «OPJ») a les compétences suivantes:

- placement en garde à vue (art. 106 al. 2);

- visite domiciliaire, si elle ne souffre aucun retard (art. 127 al. 2);
- contrôle d'urine et prise de sang (art. 132).

Proposition de modification

Comme l'affirment MM. Gérard Piquerez et Pierre Cornu dans leur expertise sur l'instruction pénale dans le canton de Fribourg, «avec la pratique restrictive suivie par les magistrats instructeurs, la police n'est plus à même d'exercer les attributions qui lui sont reconnues notamment à l'art. 150 CPP. (...). La pratique actuelle ne permet pas à la police d'exécuter ses tâches normalement avec une autonomie suffisante, ce qui crée inévitablement un esprit de tension entre policiers et magistrats».

Le présent projet propose une application de l'art. 150 CPP conforme au texte de loi, à savoir d'attribuer à la police, sous réserve des cas d'instruction qualifiée, la compétence de procéder seule aux opérations préliminaires, selon une pratique en vigueur également dans les autres cantons suisses. Pour ce faire, il s'agit d'accroître quelque peu les compétences aujourd'hui attribuées aux OPJ dans l'enquête préliminaire de police, en leur donnant le droit:

- d'ordonner le placement en garde à vue pour 24 heures;
- de décerner un mandat d'amener;
- d'ordonner une visite domiciliaire;
- d'ordonner le séquestre provisoire d'objets et de valeurs.

Justification

Avec les compétences actuellement dévolues à sa fonction, l'OPJ n'est pas en mesure de conduire les opérations préliminaires de la police conformément au cadre légal fixé par l'art. 150 CPP. Par ailleurs, son intervention fait parfois double emploi avec celle du juge d'instruction, ce qui va à l'encontre des principes de la rationalisation du travail et de l'économie des moyens.

1. Garde à vue (art. 106)

Le placement en garde à vue, dans sa conception actuelle, est une mesure impraticable et qui pose beaucoup de problèmes dans l'activité quotidienne. La garde à vue est même ressentie et considérée, dans son application actuelle, comme une mesure inutile et ce pour les raisons suivantes:

- la durée de douze heures ne permet pas de procéder à certaines opérations, pour lesquelles la garde à vue est prévue;
- la garde à vue intervient habituellement après une appréhension sans mandat (flagrant délit). Immédiatement après un flagrant délit, la police effectue généralement une visite domiciliaire et séquestre éventuellement des objets. Ces mesures sont logiquement complémentaires à la garde à vue. En conséquence, lors d'une garde à vue, il faut aviser en même temps l'OPJ qui l'ordonne et le juge d'instruction qui décerne un mandat de visite domiciliaire et de séquestre. Cette double procédure présente des lourdeurs inutiles.

Le maintien de la compétence de la garde à vue ordonnée par l'OPJ n'a de sens que si l'on prolonge la durée à 24 heures et si l'OPJ a la compétence d'ordonner une visite domiciliaire et un séquestre provisoire.

Durée de la garde à vue

a) Situation actuelle

La durée de la garde à vue est de douze heures au plus (art. 106 CPP). Elle n'est pas susceptible de prolongation. Selon les directives du Tribunal cantonal du 28 septembre 1998, l'OPJ informe oralement le juge d'instruction du début et du motif de toute garde à vue au plus tard six heures après l'ordre de placement.

b) Proposition de modification

Le délai de garde à vue doit être porté à 24 heures.

c) Motivation

La garde à vue est une mesure temporaire qui permet à la police d'entreprendre les premières investigations. Le prévenu n'a pas encore le droit d'être assisté par un défenseur (art. 156 al. 2 CPP). Les premières investigations comprennent des mesures dactyloscopiques, des auditions et éventuellement l'exécution de mesures urgentes qui ne peuvent attendre l'ordre du juge d'instruction. Dans beaucoup d'auditions, le concours d'un interprète est nécessaire.

Le principe de la proportionnalité n'est pas respecté et la garde à vue est donc illégale, si une personne est placée en cellule alors qu'aucune vérification n'est nécessaire ou possible.

La durée de 12 heures, respectivement l'avis du juge d'instruction après 6 heures au plus tard, ne permet pas à la police d'entreprendre d'une manière adéquate les premières mesures. Il arrive souvent que l'on doive renoncer à une garde à vue même si les conditions sont remplies, du fait qu'il n'est pas possible de pouvoir disposer d'un traducteur dans les 12 heures (surtout la nuit).

«Diese Begrenzung auf höchstens 12 Stunden ist für die Schweiz wohl einmalig» (Riklin, Die neue Freiburger Strafprozessordnung vom 14.11.96, in ZStrR, Band 117, 1-99, S. 36). En effet, dans tous les autres cantons qui connaissent la garde à vue, la durée de celle-ci est fixée à au moins 24 heures. Cela permet à la police d'effectuer son travail dans de meilleures conditions et garantit une certaine motivation.

2. Mandat d'amener (art. 102)

Délivrer un mandat d'amener n'est aujourd'hui pas de la compétence de l'OPJ. La pratique a cependant révélé que ce devrait être le cas dans deux situations, à savoir lors des opérations préliminaires de la police et lorsque la personne ne donne pas suite à une citation adressée par la police.

- Lors des opérations préliminaires de police, il s'avère parfois indispensable, pour interpellier un auteur ou un suspect, pour empêcher un risque de collusion ou pour éviter une fuite, de procéder d'urgence à l'exécution d'un mandat d'amener. Cette mesure se révèle souvent prioritaire et ne souffre d'aucun retard. Il se révèle dès lors opportun, voire indispensable, de l'attribuer à la compétence de l'OPJ dans le cadre des opérations préliminaires de police.
- Selon l'art. 99 CPP, la police peut adresser une citation à une personne. Par contre, elle n'a pas la compétence de décerner un mandat d'amener, si cette personne ne donne pas suite à la citation. Cette compétence est réservée au juge d'instruction et au préfet (art. 102 CPP).

Pourtant, l'OPJ dispose d'une solide expérience et d'une bonne formation dans le domaine pénal, à tout le moins comparable à celles du juge de paix qui, lui, a la compétence de délivrer un mandat d'amener.

En outre, l'OPJ peut ordonner une garde à vue, mesure plus contraignante que le mandat d'amener, qui n'implique pas forcément une rétention de longue durée au poste de police.

Enfin, compte tenu du principe de l'autorité, il convient que la police puisse faire exécuter une mesure qu'elle a ordonnée, en l'espèce de transformer une convocation non suivie d'effet par un mandat d'amener de l'OPJ.

Compte tenu de ces motifs, il paraît nécessaire d'octroyer à l'OPJ la compétence de décerner les mandats d'amener. De plus, le terme de «juge» à l'art. 102 al. 2, a été remplacé par le terme «autorité» car aussi bien le juge, le préfet que l'OPJ doivent respecter les principes de proportionnalité et de subsidiarité.

3. Visite domiciliaire en cas d'urgence (art. 127)

Dans la pratique, aucune visite domiciliaire en cas d'urgence n'a été ordonnée jusqu'ici par l'OPJ. En effet, selon la pratique actuelle, les policiers avisent systématiquement le juge d'instruction pour obtenir la délivrance d'un mandat de visite domiciliaire.

Ce mode de faire n'est ni judicieux ni rationnel, car, dans le cadre des opérations préliminaires de police, il y a souvent un enchaînement logique de mesures à prendre, dont une est la visite domiciliaire. Il s'agit dès lors d'attribuer cette compétence à l'OPJ, ce qui évitera à l'avenir de faire intervenir à la fois le juge d'instruction et l'OPJ pour la même affaire.

4. Séquestre provisoire d'objets et de valeurs (art. 122)

Le séquestre provisoire d'objets et de valeurs constitue dans la plupart des cas une mesure d'urgence à entreprendre dans le cadre des opérations préliminaires de police. Cette mesure a pour but de sauvegarder des preuves, des indices et des éléments à l'enquête. L'OPJ doit avoir la compétence de l'ordonner dans le cadre des opérations préliminaires de police, sans avis immédiat au juge d'instruction.

5. Contrôle d'urine et prise de sang

La compétence dévolue à l'OPJ d'ordonner un contrôle d'urine ou une prise de sang doit être maintenue, d'autant plus que ces mesures sont dans la plupart des cas ordonnées lors des opérations préliminaires de police.

Art. 143

L'art. 143 al. 1 let. a et b sanctionne celui qui ne donne pas suite, sans motif suffisant, à une citation émise par un juge ou un préfet et celui qui refuse, après sommation, d'exécuter une obligation de procédure que le juge ou le préfet lui impose.

L'art. 143 al. 1 let. a CPP vise la personne qui ne donne pas suite à une citation émise par un juge ou un préfet. Il n'est pas compréhensible que cette solution ne s'applique pas aux citations émises par la police et que ces dernières puissent être négligées, sans conséquence pour l'intéressé (art. 99 CPP).

La lettre b concerne les cas où, après sommation, une personne refuse d'exécuter une obligation de procédure imposée par le juge ou le préfet. Comme exemples on peut citer les art. 92, 139, 141, etc. (Damien Piller – Claude Pochon, Commentaire du code de procédure pénale du canton de Fribourg du 14 novembre 1996, note 1343.5, p. 224):

- selon l'art. 139 CPP, la police, le juge et le préfet peuvent exiger de chacun qu'il produise des échantillons de son écriture ou qu'il se soumette à des tests d'écriture aux fins de comparaison. Si c'est la police qui exige, le refus reste impuni, contrairement à un refus

au juge ou au préfet. Les ordres émanant de la police semblent donc être sans valeur;

- l'art. 141 CPP permet à la police d'interdire à toute personne de s'éloigner du lieu de l'infraction jusqu'à la clôture des opérations. Si une personne n'observe pas cette interdiction, il faut en aviser le juge et lui demander d'ordonner l'interdiction. Sinon, la personne peut s'éloigner sans crainte de conséquence. Une fois de plus, le système actuel est incohérent.

Les art. 285ss CP, en particulier 292, ne limitent pas les conséquences d'une insoumission aux seules décisions de magistrats, mais s'appliquent à toutes décisions signifiées par une autorité ou un fonctionnaire compétent. Il est donc proposé que l'on ajoute aux let. a et b, l'officier de police judiciaire.

Art. 154 al. 1

Dans le souci d'alléger les procédures, la possibilité est donnée au juge d'instruction de déléguer aux greffiers la compétence de procéder à de petites auditions. Cette délégation, avec l'accord des parties, doit rester une faculté limitée à de petites affaires et à des auditions simples.

Art. 175 al. 2

Modification rédactionnelle qui codifie la pratique actuelle. Il faut aviser non pas le juge d'instruction mais «l'autorité saisie».

Art. 183

L'alinéa 2 est modifié car il convient de rappeler que la rédaction du jugement conformément aux règles de l'art 186 ne peut pas s'appliquer en cas d'acquiescement. Or, la pratique a démontré que certains juges estimaient que l'alinéa 2 s'appliquait également en cas d'acquiescement et cela dans la mesure où le juge de police peut prononcer une telle décision. Cette pratique est erronée. Il est clair qu'une décision d'acquiescement rendue par un tribunal pénal doit être conforme à l'art. 183 al. 1, en particulier quant à sa motivation.

Art. 202

Le recours à la Chambre pénale contre une citation à comparaître doit être supprimé. Cette voie de recours entraîne, en effet, un allongement injustifié de la procédure. Cette suppression a aussi été préconisée par les experts Piquerez et Cornu.

B. Loi d'organisation judiciaire

Art. 118 al. 2

Le président de la Chambre pénale a délégué au président de l'Office des juges d'instruction la compétence que lui attribue l'art. 118 al. 2 LOJ d'accorder l'autorisation prévue par le concordat sur l'entraide judiciaire et la coopération intercantonale en matière pénale. Sous l'empire de l'ancien code de procédure pénale, cette compétence appartenait au juge d'instruction itinérant. Il convient de modifier cet article et d'attribuer la dite compétence au président de l'Office des juges d'instruction, pour que la pratique devienne loi.

C. Loi sur la juridiction pénale des mineurs

Art. 20 al. 2

Le respect des règles de procédure du code des adultes (notamment l'usage généralisé de l'informatique) ainsi

que l'infrastructure des districts ne permettent pas d'appliquer l'article tel quel. D'ailleurs, en pratique, les salles des tribunaux d'arrondissements sont utilisées sans poser de problème. Il est à souligner que les très jeunes enfants (moins de 12 ans) sont auditionnés dans le bureau du juge ou dans un endroit adéquat (cas rares). Enfin, la salle de tribunal habituellement utilisée à Fribourg n'apparaît pas austère. Il convient donc d'abroger cet alinéa.

Art. 23 al. 4

La possibilité pour le juge des mineurs de prononcer des ordonnances pénales au stade de l'instruction a fait ses preuves lorsqu'une intervention «lourde» ne paraît pas indiquée au vu de la situation personnelle du mineur. De même, afin de respecter le principe de la dépenalisation, il paraît justifié de ne pas provoquer des traumatismes chez l'enfant qui n'a pas volontairement et lourdement contrevenu à la loi. Ainsi, il sied de donner une possibilité supplémentaire au juge d'astreindre le mineur à des journées de travail ou de l'obliger à suivre des cours, p. ex.: cours d'éducation routière, à la santé etc. Quant à la renonciation à toute mesure ou peine, cela semble aller de soi.

Art. 25 al. 1

Inscrire le traitement spécial dans la LJPM, c'est combler une lacune puisque cette mesure incombe au juge des mineurs selon le code pénal.

Il se justifie également de mentionner la possibilité pour le juge des mineurs d'astreindre un mineur à suivre des cours. C'est d'ailleurs une pratique constante de la Chambre.

La pratique démontre que les infractions commises par les mineurs sont de plus en plus graves et de plus en plus nombreuses, tandis que le sentiment d'impunité de leurs auteurs grandit. Dans ce contexte, la problématique des bandes organisées qui utilisent des mineurs pour leurs basses œuvres prend également de l'importance. Il importe donc que les compétences du juge des mineurs comme juge unique soient passablement élargies et que l'éventail des peines et mesures à sa disposition soit étoffé, afin de permettre un traitement rapide des dossiers et d'éviter un «engorgement» du tribunal des mineurs. En outre, la future loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs prévoit également une palette de nouvelles mesures et sanctions plus importantes et plus sévères. On profite également de cette modification de la loi pour apporter une amélioration rédactionnelle en changeant les tirets par des lettres alphabétiques.

Art. 31

La participation du Ministère public doit être largement laissée à l'appréciation de celui-ci. Dans un souci de flexibilité et dans l'intérêt du mineur, il se justifie de ne pas donner au Ministère public l'ensemble des prérogatives qui lui appartiennent dans la justice des adultes. En particulier, l'idée d'instruction qualifiée et de ses conséquences ne doit pas être reprise dans la LJPM.

Art. 36

Cette disposition doit être abrogée. En effet, la nouvelle répartition des tâches entre les juges de la Chambre pénale des mineurs permet de renoncer désormais à ce recours subsidiaire aux juges de l'Office des juges d'instruction.

Art. 37

L'abrogation de l'alinéa 1 doit être mise en parallèle avec l'explication ci-dessus pour l'abrogation de l'art. 36, car

il n'existe plus désormais de justification de la compétence subsidiaire de l'Office des juges d'instruction (art. 37 al. 1 in fine). Par ailleurs, l'abrogation pure et simple de ce 1^{er} alinéa se justifie par le fait que le CPP a consacré la compétence de la police en matière de garde à vue (cf. art. 106, 122 et 127 CPP), si bien que l'avis du juge informateur est superflu.

Concernant l'alinéa 2 modifié, il faut noter qu'en pratique, il n'y a guère de garde à vue pour les mineurs, puisque le juge intervient très rapidement. Il peut toutefois arriver qu'une telle mesure se justifie. Il est évident que la solution actuelle (6 heures pour les adolescents et 3 heures pour les enfants) ne permet pas d'obtenir le résultat recherché par cette mesure, les délais étant manifestement trop brefs.

Enfin, l'avis prévu à l'alinéa 3 correspond à l'exigence du CPP (art. 106 al. 3 CPP).

Art. 38

L'art. 38 mérite une nouvelle rédaction car il englobe actuellement aussi bien la notion de détention préventive que de mesure protectrice provisoire (garde provisoire et observation). Il doit ainsi plutôt être rapproché de l'art. 111 al. 1 CPP.

La pratique a même démontré qu'il pouvait y avoir un intérêt à informer deux destinataires supplémentaires: les services sociaux et parfois l'employeur.

Il convient par ailleurs d'abroger l'alinéa 3 dans la mesure où son contenu est repris dans les nouveaux art. 38a et 38b.

Art. 38 a et b

Ces deux dispositions sont reprises de l'art. 38 al. 3, abrogé par les présentes modifications, relatif aux mesures protectrices provisoires.

Il arrive fréquemment que, lors de la mise en liberté d'un mineur (les motifs de la détention n'existant plus), il y a lieu de prendre une autre mesure urgente et provisoire (placement dans une autre institution ou mise en observation). En effet, dans nombre de cas, les parents refusent ou sont incapables d'accueillir leur enfant dans l'immédiat. La formulation de ces deux dispositions apporte plus de clarté et est plus conforme à la réalité.

Art. 39 al. 1

Selon la loi actuelle, lorsqu'un mineur a commis une infraction qui ne se poursuit que sur plainte, le juge informateur entend le plaignant, le représentant légal et au besoin, le mineur, et tente la conciliation.

Dans la pratique cependant, le juge informateur délègue le plus souvent cette procédure de conciliation à l'assistant social rattaché au Tribunal (nouveau poste depuis 1998). Dès lors, il importe de ne plus mentionner que le juge conduit lui-même cette procédure, afin de permettre cette délégation.

Art. 39a

Il s'agit d'inscrire le principe de la médiation dans la loi, son règlement pratique devant être réglé ultérieurement par voie réglementaire. La médiation est une nouvelle possibilité de résoudre les problèmes sans l'intervention trop lourde de la justice. La médiation pénale pour les mineurs se pratique déjà dans nombre de pays et figurera aussi bien dans la loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs que dans le code de procédure fédérale unifiée. Il paraît souhaitable que le canton de Fribourg mette d'ores et déjà en place une telle procédure qui déchargera la Chambre pénale des mineurs.

Art. 40

Vu le nombre restreint de juges et compte tenu du fait que les infractions commises par les mineurs, à l'exception de quelques cas, ne suscitent pas une enquête approfondie, le juge informateur n'a pas à conduire personnellement l'enquête, ni à confier, par écrit, des missions aux policiers. Toutes ces opérations sont irréalisables avec les juges en place et le personnel actuel du greffe.

L'alinéa 3 est repris textuellement de l'alinéa 2 actuel.

Art. 41

En relation avec l'art. 31 modifié ci-dessus (cf. abandon de la notion d'instruction qualifiée), cette disposition n'a plus sa raison d'être; elle doit donc être abrogée.

Art. 44

Alinéa 1: la communication à l'Office cantonal des mineurs est reprise de l'actuel alinéa 2.

Alinéa 2: cf. art. 46 ci-dessous.

Alinéa 3: il est inutile et mal venu que le juge informateur renvoie un dossier au juge unique, alors qu'il est une seule et même personne (principe de l'union personnelle). Il s'agit d'un formalisme difficilement compréhensible pour les jeunes et leurs parents!

Art. 46

La comparution du Ministère public entraîne obligatoirement la désignation d'un défenseur d'office et par conséquent des délais plus longs pour la fixation des audiences, ceci en raison notamment des agendas parfois chargés tant des avocats que du Ministère public. Le principe de célérité, fondamental en droit pénal des mineurs, peut parfois ainsi ne plus être respecté.

Art. 47 al. 3

Dans l'intérêt du mineur, les plaidoiries peuvent être prononcées en son absence. La pratique a toutefois révélé que la présence du mineur durant les plaidoiries pouvait être bénéfique.

Art. 48

La rédaction du jugement a lieu conformément aux règles de l'article 186 du code de procédure pénale. L'abandon de la notion d'instruction qualifiée justifie le renvoi pur et simple à l'art. 186 CPP dans tous les cas.

III. Conséquences financières

Le présent projet n'entraînera pas de charge financière nouvelle pour l'Etat.

Au contraire, certaines modifications devraient apporter une amélioration financière ou, du moins, enrayer l'accroissement des frais de la justice pénale.

S'agissant du code de procédure pénale, l'on peut citer les dispositions suivantes:

- La suppression du droit à un défenseur d'office lorsque le défenseur du lésé participe aux opérations de la procédure (art. 36 al. 1 let. e).
- La délimitation plus claire entre les compétences de la police et celles du juge d'instruction (art. 122 al. 3 et 127 al. 3). Cette mesure évitera le travail à double du juge et de la police.
- La possibilité donnée au juge d'instruction de déléguer certaines auditions à un greffier (art. 154 al. 1).

- La suppression du droit de recours contre les citations à comparaître (art. 202 al. 2), ce qui diminuera considérablement le nombre de recours adressés à la Chambre pénale.

S'agissant de la loi sur la juridiction des mineurs, l'on peut citer les dispositions suivantes:

- L'augmentation de la compétence du juge unique lorsqu'il rend une ordonnance pénale (art. 24 al. 4 let. a).
- La suppression de l'obligation du Ministère public de comparaître en cas d'instructions qualifiées (art. 31). Les modifications offrent beaucoup plus de souplesse, le Ministère public ne comparaitra désormais que lorsqu'il l'estime nécessaire.
- La suppression de l'obligation faite au juge de mener les tentatives de conciliation lui-même (art. 39 al. 1), ce qui lui permet de les déléguer à une autre personne qualifiée.
- L'introduction du principe de la médiation qui permettra probablement d'éviter bon nombre de procédures (art. 39a).
- La suppression de l'obligation faite au juge de conduire personnellement l'enquête et la possibilité qui lui est offerte de déléguer certaines missions à la police sans forcément les mettre par écrit (art. 40 al. 2).

Ces modifications, pour la plupart, permettent une accélération des procédures, ce qui aboutira en conséquence à des économies financières.

IV. Eurocompatibilité

Ce projet est eurocompatible. Il respecte les exigences de la Convention européenne des droits de l'Homme.

Ce projet n'a pas d'incidence sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes.

PROJET DE LOI

modifiant le code de procédure pénale, la loi d'organisation judiciaire et la loi sur la juridiction pénale des mineurs

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message du Conseil d'Etat du 2 octobre 2001;
Sur la proposition de cette autorité,

Décrète

Article premier. Le code du 14 novembre 1996 de procédure pénale (RSF 32.1) est modifié comme il suit:

Art. 36 al. 1 let. e

Abrogé

Art. 66 al. 3, 2^e phrase

³ (...). Cette règle ne s'applique toutefois pas lorsque l'autorité avait mentionné au préalable que le délai ne serait pas prolongé.

Art. 102 al. 1^{bis} et 1^{ter} (nouveaux) et al. 2

^{1bis} La police peut aussi amener une personne, au besoin par la force, dans les cas visés à l'alinéa 1 let. a.

^{1ter} Durant la garde à vue, l'officier de police judiciaire peut délivrer un mandat d'amener dans les cas visés à l'alinéa 1 let. c.

² L'autorité sera particulièrement attentive à respecter ... (suite inchangée).

Art. 106 al. 1

¹ La police peut retenir une personne, pour vingt-quatre heures au plus, ... (suite inchangée).

Art. 107 al. 1 let. a

a) si le délai de vingt-quatre heures s'est écoulé depuis le début de la garde à vue.

Art. 122 al. 3 (nouveau)

³ Durant la garde à vue, l'officier de police judiciaire peut ordonner un séquestre provisoire. Le juge d'instruction en sera informé dans les formes et délais fixés par le Tribunal cantonal.

Art. 127 al. 3 (nouveau)

³ Durant la garde à vue, l'officier de police judiciaire peut ordonner une visite domiciliaire. Le juge d'instruction en sera informé dans les formes et délais fixés par le Tribunal cantonal.

Art. 143. al. 1 let. a et b

a) [ne donne pas suite, sans motif suffisant, à une citation émise] par un juge, un préfet ou la police;

b) [refuse, après sommation, d'exécuter une obligation de procédure que] le juge, le préfet ou la police ... (suite inchangée).

Art. 150 al. 1 let. d

d) [à l'exécution des mesures urgentes] et de celles prévues aux articles 105, 106, 122 et 127.

Art. 154 al. 1 2^e phr. (nouvelle)

¹ (...). Avec l'accord des parties, il peut déléguer des auditions au greffier, sauf dans les cas d'instruction qualifiée.

Art. 175 al. 2

² (...), aviser l'autorité saisie du fait qu'il comparaitra aux débats; celle-ci en fait mention dans le dossier.

Art. 183 al. 2

Remplacer «sentence» par «peine».

Art. 202 al. 2 let. d (nouvelle)

d) les citations à comparaître.

Art. 2. La loi du 22 novembre 1949 d'organisation judiciaire (RSF 131.0.1) est modifiée comme il suit:

Art. 118 al. 2

Remplacer «le président de la Chambre pénale» par «le président de l'Office des juges d'instruction».

Art. 3. La loi du 27 novembre 1973 sur la juridiction pénale des mineurs (RSF 132.6) est modifiée comme il suit:

Art. 20 al. 2

Abrogé

Art. 23 al. 4 let. a

a) [il peut prononcer par voie d'ordonnance pénale] une réprimande, une prestation personnelle sous la forme d'une astreinte au travail jusqu'à trois jours ou d'une participation à des cours, une amende jusqu'à trois cents francs; il peut également renoncer à toute mesure ou peine;

Art. 25 al. 1

Remplacer les tirets actuels de l'énumération par des lettres alphabétiques minuscules.

¹ [Le président siégeant comme juge unique est compétent pour prendre les mesures et infliger les peines suivantes:]

- a) [l'ajournement des sanctions (art. 97 al. 1 CP)];
- b) [l'assistance éducative (art. 84 et 91 CP)];
- c) le traitement spécial (art. 85 et 92 CP);
- d) [la réprimande (art. 87 et 95 CP)];
- e) une présentation personnelle sous la forme d'une astreinte au travail jusqu'à vingt jours ou d'une participation à des cours (art. 87 et 95 CP);
- f) [les arrêts scolaires (art. 87 CP)];
- g) [l'amende jusqu'à] cinq cent francs [(art. 95 CP)];
- h) [la détention jusqu'à] trente jours [(art. 95 CP)].

Art. 31. b) Ministère public

Le Ministère public peut soutenir l'accusation devant la Chambre pénale des mineurs.

Art. 36

Abrogé

Art. 37. b) Garde à vue

¹ La garde à vue d'un adolescent ne peut excéder douze heures, celle d'un enfant, six heures.

² La police avise immédiatement le juge de toute garde à vue. Elle informe également les parents, le tuteur ou la personne exerçant l'autorité domestique du fait que le mineur est momentanément retenu au poste. Cette information peut être différée s'il existe un risque de collusion.

Art. 38 al. 1 et al. 3

¹ La décision de mise en détention préventive est communiquée au prévenu, à ses parents ou son tuteur, au Ministère public, à la police, à l'établissement de détention et à la Chambre pénale. En cas de nécessité, les services sociaux compétents ou l'employeur sont avisés.

³ Abrogé

Art. 38 a (nouveau). d) Observation institutionnelle

Le juge informateur peut ordonner une observation, au sens des articles 83 et 90 du code pénal suisse dans une institution spécialisée. Toutefois, la durée de cette mise en observation ne doit pas excéder six mois.

Art. 38 b (nouveau). e) Placement provisoire

Si les besoins de l'instruction n'exigent pas ou plus la détention préventive, le juge informateur peut, dans l'intérêt du mineur, en confier la garde à une famille d'accueil ou à une institution de son choix.

Art. 39 al. 1

¹ Lorsqu'un mineur a commis une infraction qui ne se poursuit que sur plainte, le juge informateur entend le plaignant, le représentant légal et, au besoin, le mineur et tente la conciliation.

Art. 39 a (nouveau). Médiation

Le juge peut recourir à un médiateur pénal à tout stade de la procédure, instruction, jugement ou exécution.

Art. 40. Instruction a) En général

¹ Le juge informateur conduit les opérations d'instruction, en conformité avec les art. 83 et 90 du code pénal suisse.

² Il peut confier certaines missions à la police. Toutefois, le prévenu peut exiger que, sauf impossibilité

reconnue, son audition ou les confrontations avec les témoins à charge soient conduites par le juge informateur lui-même.

³ Au cours de l'instruction, toute confrontation entre prévenus doit être évitée, à moins de nécessité.

Art. 41.

Abrogé

Art. 44. Communication de la décision sur la suite de la procédure.

¹ La décision de renonciation à la poursuite ou celle de renvoi en jugement est communiquée aux représentants légaux et, si le juge informateur l'estime opportun, au mineur, à la personne qui exerce sur lui l'autorité domestique ou à l'Office cantonal des mineurs.

² La décision de renvoi en jugement devant la Chambre pénale des mineurs est également communiquée au Ministère public.

³ La citation à comparaître devant le juge unique a valeur de décision de renvoi en jugement. Elle doit contenir tous les éléments prévus à l'article 165 du code de procédure pénale.

Art. 46. b) Comparution du Ministère public

Le Ministère public doit, dans les trente jours dès la communication de la décision de renvoi, aviser le président du fait qu'il comparaitra aux débats; celui-ci en fait mention dans le dossier et en informe les parties.

Art. 47 al 3

³ Dans l'intérêt du mineur les plaidoiries peuvent être prononcées en son absence.

Art. 48 Jugement

La rédaction du jugement a lieu conformément aux règles de l'article 186 du code de procédure pénale.

Art. 4. Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution de la présente loi dont il fixe la date d'entrée en vigueur.

Donné en Grand Conseil, à Fribourg, le

BOTSCHAFT Nr. 320

2. Oktober 2001

zum Vorentwurf des Gesetzes zur Änderung der Strafprozessordnung, des Gesetzes über die Gerichtsorganisation und des Gesetzes über die Jugendstrafrechtspflege

Wir unterbreiten Ihnen einen Vorentwurf des Gesetzes zur Änderung der Strafprozessordnung (RSF 32.1), des Gesetzes über die Gerichtsorganisation (RSF 131.0.1) und des Gesetzes über die Jugendstrafrechtspflege (RSF 132.6).

I. Allgemeines

I. Die geltende Strafprozessordnung ist am 1. Dezember 1998 in Kraft getreten.

Nach zweijähriger Erfahrung haben die betroffenen Gerichtsbehörden gewisse Schwierigkeiten in der Anwendung dieser neuen Prozessordnung erkannt und festgestellt, dass einzelne prozessuale Vorschriften das Verfahren unnötig verzögern und/oder unnötige Kosten verursachen.

Der Staatsrat hat daher das Justizdepartement beauftragt, in Zusammenarbeit mit den betreffenden Behörden die Möglichkeiten für eine Verfahrens- und Kostenerleichterung in der Strafjustiz zu überprüfen, ohne jedoch an den

Grundlagen der neuen Prozessordnung zu rütteln. Er hat ausserdem verlangt, dass die Vorschläge der Experten Piquerez und Cornu geprüft und gegebenenfalls in den Entwurf zur Änderung der StPO aufgenommen werden. Zu diesem Zweck wurde eine Arbeitsgruppe, bestehend aus folgenden Personen, gebildet:

- Frau Maryline Bosen Sulmoni, Dienstchefin des Justizdepartements, Präsidentin
- Herr Georges Chané, Präsident des Bezirksgerichts Broye
- Frau Anne Colliard, Staatsanwältin
- Herr Pierre Corboz, Kantonsrichter
- Herr Pierre Nidegger, Polizeikommandant
- Herr Jean-Frédéric Schmutz, Präsident des Untersuchungsrichteramtes

Diese Arbeitsgruppe hat sich in vier Sitzungen mit der Prüfung der Vorschläge der Strafbehörden und der Experten Piquerez und Cornu befasst.

Hier zur Erinnerung die Liste der Massnahmen, welche die Experten zur Verbesserung der Arbeitsweise der Untersuchungsrichter und der Gerichtspolizei empfohlen haben.

1. Für Fälle von Kleinkriminalität sollten Lösungen gefunden werden, um eine Überlastung der Richter mit denjenigen Dossiers zu vermeiden, bei denen eigenhändige Abklärungen durch den Untersuchungsrichter nicht angezeigt sind. Der Präsident des Untersuchungsrichteramtes könnte nach Absprache mit seinen Kollegen geeignete Massnahmen vorschlagen.
2. Man kann sich fragen, ob es nicht angebracht wäre, die Zuständigkeit der Untersuchungsrichter bezüglich der Strafbefehle auf Fälle mit Freiheitsstrafen bis zu 6 Monaten zu erweitern, eventuell auch auf die Anordnung der Landesverweisung; dies würde eine Gesetzesänderung bedingen.
3. Das Budget des Untersuchungsrichteramtes für die Weiterbildung der Magistraten sollte deutlich erhöht werden.
4. Die Einführung eines Untersuchungsrichters in Wirtschaftsstrafsachen wäre ins Auge zu fassen, wobei dies nicht notwendigerweise zur Schaffung einer zusätzlichen Stelle führen muss.
5. Die Einführung weiterer Spezialisierungen für einen Teil der Untersuchungsrichter könnte eingehender geprüft werden.
6. Die Möglichkeit, gegen sämtliche Entscheide der Untersuchungsrichter Beschwerde bei der Strafkammer zu führen, kann Missbräuche provozieren, z.B. bei Beschwerden gegen eine Vorladung. Es wäre angebracht, das Beschwerderecht auf die jurisdiktionalen Entscheide der Untersuchungsrichter zu beschränken, namentlich auf jene, welche die rechtlich geschützten Interessen der Betroffenen berühren. Dies würde eine Gesetzesänderung bedingen.
7. Die Strafkammer sollte in einem Kreisschreiben klarstellen, ob die unter altem Recht getroffenen Anweisungen weiterhin gelten, gegebenenfalls in welchem Umfang.
8. Die Höchstdauer des Polizeigewahrsams, der von einem Polizeioffizier angeordnet wird, sollte von 12

auf 24 Stunden verlängert werden, was eine Gesetzesänderung bedingt.

9. Die Strafkammer sollte mit Hilfe von Weisungen die Frage der Eröffnung der Untersuchung regeln. Möglicherweise wäre eine Änderung des Gesetzes ins Auge zu fassen.
10. Was die Trennung zwischen polizeilicher Voruntersuchung und der eigentlichen Untersuchung betrifft, könnte der Gesetzgeber noch einmal über die Bücher gehen. Die Strafkammer könnte in einem ersten Schritt Weisungen zum Vorgehen der Untersuchungsrichter im Rahmen der Voruntersuchungen erlassen.
11. Die Strafkammer oder eventuell der Präsident des Untersuchungsrichteramtes sollte die Fragen bezüglich der Erstellung und Führung der Dossiers und Protokolle regeln.
12. Die Untersuchungsrichter sollten, eventuell in Zusammenarbeit mit der Strafkammer, ihre Praxis betreffend Delegation von Aufgaben an die Polizei harmonisieren, insbesondere um den Erfordernissen des kontradiktorischen Untersuchungsverfahrens nachzukommen.
13. Der Präsident des Untersuchungsrichteramtes sollte die notwendigen Massnahmen ergreifen, damit sich die Richter an ihre Pflicht halten, die Beschuldigten über die gegen sie vorgebrachten Vorwürfe zu informieren und die Entscheide bezüglich Versetzung in Untersuchungshaft zu begründen.
14. Die Strafkammer könnte in einem Kreisschreiben die Grundsätze zum notwendigen Inhalt von Überweisungsverfügungen in Erinnerung rufen.
15. Das Kantonsgericht und die Strafkammer sollten mit Weisungen oder mit einem Reglement gewisse Fragen zur Gerichtsberichterstattung oder zur Information von Öffentlichkeit und Medien durch die Richter regeln.

Der Entwurf zur Teilrevision der StPO berücksichtigt alle im Gutachten der Experten enthaltenen Gesetzesänderungsvorschläge, mit Ausnahme des Vorschlags, die Zuständigkeit der Untersuchungsrichter bezüglich Strafbefehle auf Fälle mit Freiheitsstrafen bis zu 6 Monaten zu erweitern. Die Mitglieder der Arbeitsgruppe sind der Ansicht, dass dieser Schritt zu früh kommt, weil in der Zeit, die seit dem Inkrafttreten der neuen Strafprozessordnung vergangen ist, noch nicht der nötige Abstand gewonnen werden konnte, um objektiv beurteilen zu können, ob eine solche Änderung tatsächlich notwendig ist. Ausserdem vertreten sie die Meinung, dass die Anordnung einer Freiheitsstrafe von 6 Monaten ein schwerwiegender Entscheid ist, der durch eine Strafbehörde getroffen werden muss. Schliesslich erachten sie, dass der Verurteilte sich seiner Widerhandlungen und der Sanktion besser bewusst wird, wenn die Verurteilung durch den Polizeirichter erfolgt, weil dieser am Schluss der Verhandlung das Urteilsdispositiv verliest und die notwendigen Erklärungen dazu abgibt.

Die anderen von den Experten vorgeschlagenen Massnahmen, die keiner Gesetzesänderung bedürfen, sind durch das Kantonsgericht und das Untersuchungsrichteramt bereits verwirklicht worden:

1. Im Einvernehmen mit der Strafkammer hat der Präsident des Untersuchungsrichteramtes die notwendigen Vorkehrungen getroffen, um die Erstellung und Führung

der Dossiers und Protokolle zu vereinheitlichen und genauen Regeln zu unterwerfen.

2. Am 17. Mai 2001 hat das Kantonsgericht ein Reglement über die Gerichtsberichterstattung erlassen.

3. Eine Sammlung sämtlicher Weisungen und Kreisschreiben des Kantonsgerichtes ist dem Untersuchungsrichteramt zugestellt worden. In zwei Sitzungen mit dem Präsidenten des Untersuchungsrichteramtes ist, nach Einholen der Stellungnahme der Hauptbetroffenen, überprüft worden, welche Weisungen und Kreisschreiben bestätigt, beziehungsweise aufgehoben werden sollen und inwieweit zusätzliche Weisungen erforderlich sind. Nach einer Überprüfung dieser Weisungen und Kreisschreiben hat das Kantonsgericht, um Klarheit zu schaffen, deren Aufhebung beschlossen. In der Tat sind sie nicht mehr erforderlich, weil die meisten von ihnen Situationen betreffen, die nun in der neuen Strafprozessordnung geregelt sind.

II. Im Auftrag des Staatsrats hat Frau Barbara Ott eine Expertise über die Funktionsweise der freiburgischen Kriminalpolizei erstellt. Sie hat ihren Bericht im Februar 2001 erstattet. Die darin enthaltenen Bemerkungen sind bei der Ausarbeitung der Änderungen der StPO ebenfalls berücksichtigt worden.

III. Der Staatsrat hat 1998 eine Kommission mit der Totalrevision des Gesetzes über die Jugendstrafrechtspflege beauftragt. Diese hat ihre Arbeiten Anfang 2000 abgeschlossen.

Diese Kommission bestand aus folgenden Personen :

- Herr Michel Lachat, Präsident der Jugendstrafkammer, Präsident
- Herr Peter Baeriswyl, früherer Chef der Sicherheitspolizei
- Frau Maryline Boson Sulmoni, Dienstchefin des Justizdepartements
- Frau Noëlle Chatagny, Generalvormund der Stadt Freiburg
- Herr Germain Collaud, Chef der Jugendbrigade der Kantonspolizei
- Herr Patrik Gruber, Vizepräsident der Jugendstrafkammer und Rechtsanwalt
- Frau Marianne Meyer, Leiterin des Büros für die Gleichstellung von Frau und Mann und für Familienfragen
- Herr Andreas Mueller, Jurist in Freiburg
- Herr Stéphane Quéru, Dienstchef des Jugendamtes.

Nach der Volksabstimmung vom 12. März 2000 und der Änderung des Artikels 191 der Bundesverfassung ist jedoch beschlossen worden, mit der Vernehmlassung zu diesem Entwurf abzuwarten (es ist darauf hinzuweisen, dass das Bundesamt für Justiz im Sommer 2001 einen Entwurf zu einer eidgenössischen Strafprozessordnung und zu einem Bundesgesetz über das Jugendstrafrecht in die Vernehmlassung gegeben hat). In der Tat erscheint es nicht zweckmässig, das geltende Jugendstrafprozessrecht zu ändern, wenn in nächster Zeit eine eidgenössische Regelung in Kraft treten soll.

Der Präsident und die Vizepräsidenten der Jugendstrafkammer haben jedoch vorgeschlagen, einzelne Änderungen des geltenden Gesetzes in die Teilrevision der StPO

aufzunehmen. Der Entwurf enthält daher auch diese Änderungen.

IV. Am 19. Dezember 2000 schickte der Staatsrat den Vorentwurf zur Änderung der Strafprozessordnung, des Gesetzes über die Gerichtsorganisation und des Gesetzes über die Jugendstrafrechtspflege in die Vernehmlassung. Der Entwurf ist bei allen konsultierten Organen und Institutionen auf ein positives Echo gestossen.

II. Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln

A. Strafprozessordnung

Art. 36

Vorgeschlagen wird die Streichung von Buchstabe e. In der Tat rechtfertigt es sich nicht, dem mittellosen Beschuldigten in allen Fällen, in denen der Geschädigte mit einem Verteidiger an den Prozesshandlungen teilnimmt, einen amtlichen Verteidiger zu bestellen. Gemäss Buchstabe b ist bereits die Möglichkeit gegeben, einen Verteidiger zu bestellen, wenn die Schwierigkeit des Falles dies rechtfertigt. Diese Bestimmung erlaubt es somit, den Grundsatz der «Waffengleichheit» zu wahren, ohne dass gleich für die geringste Widerhandlung (Tätlichkeiten, Beschimpfungen usw.) ein amtlicher Verteidiger bezeichnet werden muss, wie dies gegenwärtig der Fall ist.

Art. 66 Abs. 3

Die Unmöglichkeit der Fristerstreckung, wenn die Behörde den Ablauf der Frist auf ein bestimmtes Datum festgesetzt hat, hat zur Folge, dass für die Parteien innerhalb einer bestimmten Zeitspanne oftmals mehrere Fristen ablaufen. Dies führt zu einer Arbeitsüberlastung, welche sowohl den Interessen des Beschuldigten wie jenen der Anklagevertretung schadet.

Um den Spielraum zu erweitern, ohne dass dies zu einer Verzögerung des Verfahrens führen muss – die Behörde kann immer noch im Voraus bestimmen, dass die Frist nicht erstreckt wird –, ist es angebracht, den Satz «den Ablauf der Frist auf ein bestimmtes Datum festgesetzt hatte» zu streichen.

Zuständigkeit des Offiziers der Gerichtspolizei (Art. 102, 106, 107, 122, 127, 150)

Gegenwärtige Situation

Gemäss der geltenden StPO ist der Offizier der Gerichtspolizei (OGP) zuständig für:

- die Anordnung des Polizeigewahrsams (Art. 106 Abs. 2);
- die Anordnung einer Hausdurchsuchung, wenn die Massnahme keinen Aufschub erträgt (Art. 127 Abs. 2);
- die Anordnung einer Urinuntersuchung und die Entnahme einer Blutprobe (Art. 132).

Änderungsvorschlag

Die Experten Gérard Piquerez und Pierre Cornu haben in ihrem Gutachten über die Führung der Strafuntersuchung im Kanton Freiburg Folgendes ausgeführt: «Mit der restriktiven Praxis der Untersuchungsrichter kann die Polizei die Kompetenzen, die ihr namentlich gestützt auf Art. 150 StPO zustehen, nicht mehr wahrnehmen. (...). Die gegenwärtige Praxis verunmöglicht es der Polizei, ihre Aufgaben normal mit der nötigen Unabhängigkeit wahrzunehmen, was zu unvermeidlichen Spannungen

zwischen Polizisten und Untersuchungsrichter führen muss».

Dieser Entwurf schlägt eine gesetzeskonforme Anwendung des Artikels 150 StPO vor. So soll die Polizei, unter Vorbehalt qualifizierter Untersuchungen, die Kompetenz erhalten, selbstständig die Voruntersuchungen durchzuführen. Auch in anderen Schweizer Kantonen gehört diese Vorgehensweise zur gängigen Praxis. Um dies zu erreichen, müssen die bestehenden Kompetenzen der OGP bei den ersten Erhebungen etwas erweitert werden. Sie sollen die Befugnis erhalten:

- den Polizeigewahrsam für 24 Stunden anzuordnen;
- einen Vorführungsbefehl auszustellen;
- eine Hausdurchsuchung anzuordnen;
- eine vorläufige Beschlagnahme von Gegenständen und Vermögenswerten anzuordnen.

Begründung

Die gegenwärtig mit seiner Stellung verbundenen Kompetenzen erlauben es dem OGP nicht, die polizeilichen Voruntersuchungen gemäss dem in Artikel 150 StPO festgelegten Rahmen durchzuführen. Ausserdem erfolgt seine Intervention manchmal parallel zu jener des Untersuchungsrichters, was den Prinzipien der Arbeitsrationalisierung und des sparsamen Mitteleinsatzes zuwiderläuft.

1. Polizeigewahrsam (Art. 106)

Der Polizeigewahrsam ist in seiner gegenwärtigen Gestaltung undurchführbar und bringt in der täglichen Arbeit viele Probleme mit sich. So, wie er heute angewendet wird, wird er sogar als unnütze Massnahme empfunden und betrachtet. Dies aus folgenden Gründen:

- Die Zeitspanne von zwölf Stunden ist zu kurz, um gewisse Handlungen vorzunehmen, für die der Polizeigewahrsam bestimmt ist.
- Der Polizeigewahrsam erfolgt gewöhnlich nach einer vorläufigen Festnahme. Unmittelbar nachdem eine Person auf frischer Tat ertappt worden ist, nimmt die Polizei im Allgemeinen eine Hausdurchsuchung vor und schreitet gegebenenfalls zur Beschlagnahme von Gegenständen. Diese Massnahmen werden logischerweise während des Polizeigewahrsams getroffen. Folglich müssen bei einem Polizeigewahrsam gleichzeitig der OGP, der die Massnahme anordnet, und der Untersuchungsrichter, der den Durchsuchungs- und den Beschlagnahmebefehl ausstellt, benachrichtigt werden. Diese Doppelspurigkeit führt zu einer unnötigen Schwerfälligkeit des Verfahrens.

Die Beibehaltung der Zuständigkeit des OGP zur Anordnung des Polizeigewahrsams macht nur Sinn, wenn die Dauer des Polizeigewahrsams auf 24 Stunden verlängert wird und der OGP die Kompetenz erhält, eine Hausdurchsuchung und eine vorläufige Beschlagnahme anzuordnen.

Dauer des Polizeigewahrsams

a) Gegenwärtige Situation

Der Polizeigewahrsam darf höchstens 12 Stunden dauern (Art. 106 StPO). Er kann nicht darüber hinaus verlängert werden.

Gemäss den Weisungen des Kantonsgerichtes vom 28. September 1998 verständigt der OGP den Untersuchungsrichter mündlich über den Beginn und die Gründe jeden Polizeigewahrsams spätestens sechs Stunden nach seiner Anordnung.

b) Änderungsvorschlag

Die zulässige Dauer des Polizeigewahrsams ist auf 24 Stunden zu erhöhen.

c) Begründung

Der Polizeigewahrsam ist eine temporäre Massnahme, die es der Polizei ermöglichen soll, die ersten Nachforschungen durchzuführen. Der Beschuldigte hat noch keinen Anspruch auf Beizug eines Verteidigers (Art. 156 Abs. 2 StPO). Zu den ersten Nachforschungen gehören die Abnahme der Fingerabdrücke, Einvernahmen und eventuell die Durchführung dringender Massnahmen, mit denen nicht bis zu ihrer Anordnung durch den Untersuchungsrichter zugewartet werden kann. Bei vielen Einvernahmen bedarf es der Mitwirkung eines Übersetzers. Es verstösst gegen das Verhältnismässigkeitsprinzip und führt somit zur Illegalität des Polizeigewahrsams, wenn eine Person in einer Zelle festgehalten wird, obwohl keinerlei Überprüfungen notwendig oder möglich sind. In der Zeitspanne von 12 Stunden, beziehungsweise von höchstens sechs Stunden bis zur Benachrichtigung des Untersuchungsrichters, ist es der Polizei nicht möglich, in geeigneter Weise die ersten Massnahmen zu treffen. Es kommt häufig vor, dass, selbst wenn die Voraussetzungen dafür gegeben sind, auf einen Polizeigewahrsam verzichtet werden muss, weil (insbesondere während der Nacht) innerhalb von 12 Stunden kein Übersetzer zur Verfügung steht.

«Diese Begrenzung auf höchstens 12 Stunden ist für die Schweiz wohl einmalig» (Riklin, Die neue Freiburger Strafprozessordnung vom 14.11.96, in ZStrR, Band 117, 1–99, S. 36). In der Tat ist in allen anderen Kantonen, die einen Polizeigewahrsam kennen, dessen zulässige Höchstdauer auf mindestens 24 Stunden festgesetzt. Dies ermöglicht es der Polizei, ihre Arbeit unter günstigeren Bedingungen zu verrichten, was sich nicht zuletzt auf die Motivation der Polizeibeamten auswirkt.

2. Vorführung (Art. 102)

Die Ausstellung eines Vorführungsbefehls fällt gegenwärtig nicht in den Zuständigkeitsbereich des OGP. In der Praxis hat sich jedoch gezeigt, dass er diese Kompetenz in zwei Fällen haben sollte, nämlich während der Dauer der ersten polizeilichen Erhebungen und für den Fall, dass eine Person einer polizeilichen Vorladung keine Folge leistet.

- Damit ein Täter oder ein Verdächtiger einvernommen, eine Kollusion oder eine Flucht verhindert werden kann, ist es im Rahmen der ersten polizeilichen Erhebungen manchmal unbedingt notwendig, einen Vorführungsbefehl unverzüglich zu vollstrecken. Diese Massnahme erweist sich oft als vordringlich und erleidet keinen Aufschub. Es ist daher zweckmässig, ja sogar unerlässlich, dem OGP die Befugnis zu erteilen, im Laufe der ersten polizeilichen Erhebungen einen solchen Befehl auszustellen.
- Gemäss Artikel 99 StPO ist die Polizei befugt, eine Person vorzuladen. Hingegen ist sie bei Nichterscheinen der vorgeladenen Person nicht befugt, einen Vorführungsbefehl auszustellen. Dazu ist nur der Untersuchungsrichter oder der Oberamtmann berechtigt (Art. 102 StPO).

Der OGP verfügt über eine grosse Erfahrung und eine gründliche Ausbildung im Strafrechtsbereich, welche sich ohne weiteres mit den Qualifikationen eines Friedensrichters vergleichen lassen, der seinerseits die Kompetenz zur Ausstellung eines Vorführungsbefehles hat.

Zudem ist der OGP berechtigt, einen Polizeigewahrsam anzuordnen, welcher eine einschneidendere Massnahme darstellt als ein Vorführungsbeehl, der nicht notwendigerweise bedeutet, dass die betroffene Person für eine längere Dauer auf dem Polizeiposten zurückbehalten wird. Schliesslich verlangt es das Prinzip der Durchsetzungskraft einer behördlichen Anordnung, dass die Polizei die von ihr angeordneten Massnahmen auch in die Tat umsetzen kann, vorliegend also eine Vorladung, der keine Folge geleistet wurde, in einen Vorführungsbeehl des OGP umwandeln kann.

Aus diesen Gründen erscheint es notwendig, dem OGP die Befugnis zur Ausstellung von Vorführungsbeehlen zu erteilen.

Zudem ist der in Artikel 102 Abs. 2 verwendete Ausdruck «Richter» durch den Begriff «Behörde» ersetzt worden, da sowohl der Richter wie der Oberamtmann und der OPG die Grundsätze der Verhältnismässigkeit und der Subsidiarität einhalten müssen.

3. Hausdurchsuchung im Dringlichkeitsfall (Art. 127)

In der Praxis ist bislang keine einzige dringliche Hausdurchsuchung durch den OGP angeordnet worden. In der gängigen Praxis benachrichtigen die Polizeibeamten in der Tat systematisch den Untersuchungsrichter und holen bei diesem einen Hausdurchsuchungsbeehl ein.

Diese Vorgehensweise ist weder vernünftig noch rationell, ist doch im Rahmen der ersten polizeilichen Erhebungen oft eine logische Folge von Massnahmen, zu denen auch die Hausdurchsuchung gehört, zu ergreifen. Die Zuständigkeit zur Anordnung dieser Massnahme soll daher dem OGP übertragen werden. Damit lässt sich inskünftig vermeiden, dass in ein und derselben Angelegenheit die Mitwirkung oder gar die Intervention sowohl des Untersuchungsrichters wie des OGP angefordert wird.

4. Vorläufige Beschlagnahme von Gegenständen und Vermögenswerten (Art. 122)

Die vorläufige Beschlagnahme von Gegenständen und Vermögenswerten stellt in den meisten Fällen eine dringende, im Rahmen der ersten Erhebungen der Polizei zu treffende Massnahme dar. Zweck dieser Massnahme ist es, Beweise, Indizien und Grundlagen für die Untersuchung zu sichern. Der OGP muss die Befugnis haben, die Beschlagnahme im Rahmen der ersten polizeilichen Erhebungen anzuordnen, ohne dass er unverzüglich den Untersuchungsrichter zu benachrichtigen hat.

5. Urinkontrolle und Entnahme einer Blutprobe

Die dem OGP übertragenen Kompetenzen zur Anordnung einer Urinkontrolle oder einer Blutentnahme müssen beibehalten werden, umso mehr, als es sich um Massnahmen handelt, die in den meisten Fällen während den ersten polizeilichen Erhebungen angeordnet werden.

Art. 143

Artikel 143 Bst. a und b StPO sieht Sanktionen vor für Personen, die ohne genügenden Grund einer Vorladung eines Richters oder eines Oberamtmanes nicht Folge leisten sowie für jene, die sich trotz Mahnung weigern, einer Verfahrenspflicht nachzukommen, die der Richter oder der Oberamtmann ihnen auferlegt.

Artikel 143 Abs. 1 Bst. a StPO gilt für Personen, die einer Vorladung eines Richters oder eines Oberamtmanes nicht nachkommen. Es ist nicht einzusehen, weshalb diese Lösung nicht auch auf Vorladungen der Polizei angewendet werden sollte und warum der Betroffene, wenn er sie nicht befolgt, mit keinerlei Konsequenzen zu rechnen haben sollte (Art. 99 StPO).

Buchstabe b betrifft jene Fälle, in denen sich eine Person trotz Mahnung weigert, einer ihm durch den Richter oder den Oberamtmann auferlegten Verfahrenspflicht nachzukommen. Als Beispiele können die Pflichten nach den Artikeln 92, 139, 141, usw. angeführt werden (Damien Piller – Claude Pochon, *Commentaire du code de procédure pénale du canton de Fribourg* vom 14. November 1996, N. 1343.5, S. 224):

- Gemäss Artikel 139 StPO können Polizei, Richter und Oberamtmann von jedermann verlangen, zu Vergleichszwecken Schriftproben vorzulegen oder sich Schrifttests zu unterziehen. Wenn die Polizei dies verlangt, bleibt die Weigerung des Betroffenen ungestraft, nicht so, wenn die Anordnung vom Richter und vom Oberamtmann ausgeht. Den Anweisungen der Polizei fehlt somit die Durchsetzungskraft;
- Artikel 141 StPO berechtigt die Polizei, jedermann zu verbieten, sich vor Abschluss der Erhebungen vom Tatort zu entfernen. Hält sich eine Person nicht an diese Anweisung, muss die Polizei den Richter verständigen und ihn ersuchen, ein Verbot anzuordnen. Ansonsten kann sich die betroffene Person vom Tatort entfernen, ohne irgendwelche Nachteile befürchten zu müssen. Einmal mehr erweist sich das geltende System als abwegig.

Die Artikel 285 ff. StGB und insbesondere der Artikel 292 beschränken die Folgen eines Ungehorsams nicht allein auf Richterentscheide, sondern sie gelten für alle Entscheide einer Behörde oder eines zuständigen Beamten.

Vorgeschlagen wird daher, dass in Buchst. a und b der Ausdruck «eines Offiziers der Gerichtspolizei» hinzugefügt wird.

Art. 154 Abs. 1

Um eine Erleichterung der Verfahren herbeizuführen, erhält der Untersuchungsrichter die Möglichkeit, die Gerichtsschreiber mit kleineren Einvernahmen zu beauftragen. Diese Kompetenzdelegation darf nur mit dem Einverständnis der Parteien erfolgen und muss auf kleinere Angelegenheiten und einfache Einvernahmen beschränkt bleiben.

Art. 175 Abs. 2

Es handelt sich hierbei um eine redaktionelle Änderung im Sinne der geltenden Praxis. Nicht der Untersuchungsrichter, sondern «die mit der Angelegenheit befassete Behörde» ist zu verständigen.

Art. 183

Absatz 2 wird ergänzt, da darauf hinzuweisen ist, dass im Falle eines Freispruchs keine Urteilsabfassung nach den Vorschriften von Artikel 186 erfolgen kann. In der Praxis hat sich nun gezeigt, dass gewisse Richter davon ausgegangen sind, dass Absatz 2 auch im Falle eines Freispruchs Anwendung findet und dies insoweit, als der Polizeirichter einen Freispruch erlassen kann. Diese Praxis ist verfehlt. Es ist klar, dass ein Freispruchsurteil eines Strafgerichtes, insbesondere was die Begründung anbelangt, gemäss Artikel 183 Abs. 1 zu erfolgen hat.

Art. 202

Die Beschwerde an die Strafkammer gegen eine Vorladung muss aufgehoben werden. Sie führt zu einer unnötigen Verfahrensverlängerung. Die Aufhebung dieser Beschwerdemöglichkeit ist auch von den Experten Piquerez und Cornu empfohlen worden.

B. Gesetz über die Gerichtsorganisation

Art. 118 Abs. 2

Der Präsident der Strafkammer hat die ihm in Artikel 118 Abs. 2 GOG eingeräumte Kompetenz zur Erteilung der Bewilligung, die im Konkordat über die Rechtshilfe und die interkantonale Zusammenarbeit in Strafsachen vorgesehen ist, dem Präsidenten des Untersuchungsrichteramtes übertragen. Unter der alten Strafprozessordnung war dafür der der Anklagekammer zur Verfügung stehende Untersuchungsrichter zuständig. Es ist angebracht, diesen Artikel entsprechend zu ändern und mit der Übertragung dieser Zuständigkeit auf den Präsidenten des Untersuchungsrichteramtes die Praxis gesetzlich zu verankern.

C. Gesetz über die Jugendstrafrechtspflege

Art. 20 Abs. 2

Da die Regeln der Erwachsenenstraftprozessordnung zu beachten und auf die in den Bezirken vorhandene Infrastruktur (inklusive Informatik) Rücksicht zu nehmen ist, kann dieser Artikel nicht mehr zur Anwendung gelangen. Im Übrigen bietet in der Praxis die Benützung der Gerichtssäle der Bezirksgerichte keinerlei Probleme. Zu betonen ist, dass sehr kleine Kinder (unter 12 Jahren) im Büro des Richters oder an einem geeigneten Ort einvernommen werden. Schliesslich macht auch der in Freiburg für gewöhnlich benützte Gerichtssaal keineswegs einen finsternen Eindruck. Dieser Absatz kann daher aufgehoben werden.

Art. 23 Abs. 4

Dass der Jugendrichter die Möglichkeit hat, im Stadium der Untersuchung einen Strafbefehl zu erlassen, hat sich bewährt, wenn auf Grund der persönlichen Situation des Jugendlichen kein «schwerer» Eingriff angezeigt erscheint. Dem Grundsatz folgend, dass Erziehung und soziale Integration bei den Jugendlichen vor Strafe kommen sollen, darf ausserdem beim Kind, das nicht absichtlich und in schwerwiegender Weise gegen das Gesetz verstossen hat, kein unnötiger Traumatismus hervorgerufen werden. Somit sollte der Richter zusätzlich die Möglichkeit haben, den Minderjährigen zu tageweisen Arbeitsleistungen oder zu Besuchen von Kursen wie beispielsweise in Verkehrserziehung, im Gesundheitsbereich usw. zu verpflichten. Dass der Richter weiterhin auf jegliche Massnahme oder Strafe verzichten kann, versteht sich von selbst.

Art. 25 Abs. 1

Mit der Aufnahme der besonderen Behandlung ins Gesetz über die Jugendstrafrechtspflege (JSPG) wird lediglich eine Lücke geschlossen, da die Anordnung dieser Massnahme ohnehin gemäss Strafgesetzbuch im Zuständigkeitsbereich des Jugendrichters liegt.

Ebenfalls rechtfertigt es sich, ins Gesetz aufzunehmen, dass der Jugendrichter die Möglichkeit hat, den Minderjährigen zum Besuch von Kursen zu verpflichten. Bei der Jugendstrafkammer gehört die Anordnung dieser Massnahme im Übrigen zur gängigen Praxis.

Die Realität zeigt, dass die Widerhandlungen der Minderjährigen immer schwerwiegender und zahlreicher werden, während das Strafflosigkeitsempfinden bei den jugendlichen Tätern zusehends zunimmt. In diesem Umfeld wächst auch die Problematik mit den organisierten Banden, welche die Minderjährigen für ihre niederträchtigen Geschäfte einsetzen. Es ist daher wichtig, dass die Kompetenzen des Jugendrichters als Einzelrichter ausreichend erweitert werden und der ihm zur Verfügung

stehende Katalog von Strafen und Massnahmen ausgebaut wird, damit die Dossiers zügig bearbeitet werden können und eine «Stauung» bei der Jugendstrafkammer vermieden wird. Im Übrigen sieht auch das künftige Bundesgesetz über das Jugendstrafrecht eine ganze Reihe von schwereren und strengeren Massnahmen und Strafen vor. Bei dieser Gelegenheit ist auch eine redaktionelle Änderung vorzunehmen, indem die Gedankenstriche durch Buchstaben in alphabetischer Reihenfolge ersetzt werden.

Art. 31

Der Entscheid über die Teilnahme der Staatsanwaltschaft an den Verhandlungen muss weitgehend dieser selber überlassen werden. Aus Gründen der Flexibilität und im Interesse des Minderjährigen rechtfertigt es sich, der Staatsanwaltschaft nicht die gesamten Rechte einzuräumen, die sie im Erwachsenenstrafverfahren auszuüben befugt ist. Insbesondere ist das Verfahren der qualifizierten Untersuchung und der damit zusammenhängenden Folgen nicht auf das JSPG zu übertragen.

Art. 36

Diese Bestimmung muss aufgehoben werden. Auf Grund der neuen Aufgabenverteilung zwischen den Richtern der Jugendstrafkammer kann nunmehr auf die subsidiäre Inanspruchnahme der Untersuchungsrichter verzichtet werden.

Art. 37

Die Aufhebung von Absatz 1 muss parallel zur oben dargelegten Begründung für die Aufhebung des Artikels 36 erfolgen, da für die Aufrechterhaltung einer subsidiären Zuständigkeit der Untersuchungsrichter keine Veranlassung mehr besteht (Art. 37 Abs. 1 in fine). Ausserdem rechtfertigt sich die ersatzlose Aufhebung des 1. Absatzes auch deshalb, weil die Zuständigkeit der Polizei für die Anordnung des Polizeigewahrsams in der StPO verankert wurde (vgl. Art. 106, 122 und 127 StPO); die Abgabe einer Stellungnahme durch den Ermittlungsrichter ist damit überflüssig geworden.

Was den geänderten Absatz 2 anbelangt, ist zu bemerken, dass es in der Praxis kaum Fälle von Anordnungen eines Polizeigewahrsams Minderjährigen gegenüber gibt, da der Richter sehr rasch einschreitet. Dennoch kann es vorkommen, dass eine solche Massnahme sich aufdrängt. Es ist offensichtlich, dass die zur Zeit geltende Lösung (6 Stunden für die Jugendlichen und 3 Stunden für die Kinder) den beabsichtigten Zweck dieser Massnahme nicht zu erfüllen vermag, da die Fristen eindeutig zu kurz angesetzt sind.

Die in Absatz 3 vorgesehene Mitteilung entspricht schliesslich den Anforderungen der StPO (Art. 106 Abs. 3 StPO).

Art. 38.

Der Artikel 38 muss neu redigiert werden, da er zur Zeit sowohl den Begriff der Untersuchungshaft wie jenen der vorläufigen Schutzmassnahme (vorläufige Obhut und Beobachtung) umfasst. Er muss vielmehr dem Artikel 111 Abs. 1 StPO angeglichen werden.

In der Praxis hat sich sogar gezeigt, dass es nützlich sein könnte, zwei weitere Stellen darüber zu informieren: die Sozialdienste und manchmal auch den Arbeitgeber.

Ferner ist der Absatz 3 aufzuheben, da sein Inhalt in die neuen Artikel 38a und 38b übernommen wird.

Art. 38 a und b

Diese beiden Bestimmungen über vorläufige Schutzmassnahmen werden von Artikel 38 Abs. 3 übernommen, der aufgehoben wurde.

Es kommt häufig vor, dass bei der Freilassung eines Minderjährigen (wenn die Gründe für eine Inhaftierung nicht mehr bestehen) eine andere dringende und vorläufige Massnahme (Unterbringung in einer anderen Institution oder zur Beobachtung) getroffen werden muss. In der Tat weigern sich in vielen Fällen die Eltern, ihre Kinder sofort bei sich aufzunehmen oder sind dazu nicht in der Lage. Die Formulierung dieser beiden Bestimmungen schafft mehr Klarheit und kommt der Realität näher.

Art. 39 Abs. 1

Hat ein Minderjähriger eine Straftat begangen, die nur auf Antrag verfolgt wird, schreitet nach dem geltenden Gesetz der Ermittlungsrichter zur Einvernahme des Klägers, des gesetzlichen Vertreters und wenn nötig des Minderjährigen und führt den Vermittlungsversuch durch. In der Praxis beauftragt jedoch der Ermittlungsrichter meistens den dem Gericht angegliederten Sozialarbeiter (neue Stelle seit 1998) mit diesem Versöhnungsverfahren. Damit diese Delegation stattfinden kann, sollte im Gesetz somit nicht mehr bestimmt werden, dass der Richter dieses Verfahren selber durchführt.

Art. 39 a

Es geht darum, den Grundsatz der Mediation gesetzlich einzuführen; die praktische Ausgestaltung soll mittels eines Reglementes zu einem späteren Zeitpunkt erfolgen. Die Mediation stellt eine neue Lösung zur Regelung von Problemen ohne allzu grossen Eingriff der Justiz dar. Die Strafmediation für Minderjährige gibt es bereits in vielen Ländern. Sie wird sowohl im Bundesgesetz über das Jugendstrafrecht wie in der einheitlichen eidgenössischen Strafprozessordnung aufgeführt sein. Es erscheint angezeigt, dass der Kanton Freiburg bereits jetzt ein solches Verfahren vorsieht. Dieses wird zu einer Entlastung der Jugendstrafkammer beitragen.

Art. 40

In Anbetracht der beschränkten Zahl der Richter sowie der Tatsache, dass die von Minderjährigen begangenen Widerhandlungen, mit Ausnahme einiger Fälle, keine langwierige Untersuchung erfordern, besteht keine Veranlassung, den Ermittlungsrichter die Untersuchung persönlich durchführen zu lassen und ihn zu verpflichten, die Polizei schriftlich mit Aufgaben zu betrauen. Der aktuelle Bestand an Richtern und Personal lässt eine solche Vorgehensweise nicht zu.

In Absatz 3 wird der geltende Absatz 2 im Wortlaut übernommen.

Art. 41

Diese Bestimmung, die in Zusammenhang mit dem oben geänderten Artikel 31 steht (vgl. Verzicht auf den Begriff der qualifizierten Untersuchung) ist nicht mehr erforderlich; sie ist daher aufzuheben.

Art. 44

Absatz 1: Ergänzung zum geltenden Absatz 2

Absatz 2: vgl. Art 46 weiter unten

Absatz 3: Es ist unnötig und verfehlt, wenn der Ermittlungsrichter die Angelegenheit an den Einzelrichter überweisen muss, wo dies doch ein und dieselbe Person ist (Prinzip der Personalunion). Es handelt sich hier um reinen Formalismus, der von den Jugendlichen und ihren Eltern nur schwer verstanden wird.

Art. 46

Bei Teilnahme der Staatsanwaltschaft an der Verhandlung muss zwingend ein amtlicher Verteidiger bestellt werden. Dies hat zur Folge, dass unweigerlich längere Fristen für die Ansetzung der Verhandlungen notwendig

sind, insbesondere aus dem Grund, weil die Terminkalender sowohl der Anwälte wie der Staatsanwaltschaft manchmal bereits überfüllt sind. Das im Jugendstrafrecht grundlegende Prinzip der Raschheit des Verfahrens könnte dadurch gefährdet werden.

Art. 47 Abs. 3

Im Interesse des Minderjährigen können die Parteivorträge in dessen Abwesenheit gehalten werden. Die Praxis hat jedoch gezeigt, dass die Anwesenheit des Minderjährigen während der Parteivorträge durchaus angebracht sein kann.

Art. 48

Die Ausfertigung des Urteils erfolgt nach den Vorschriften des Artikels 186 der Strafprozessordnung. Da der Ausdruck qualifizierte Untersuchung gestrichen worden ist, hat der Verweis auf Artikel 186 StPO nun für alle Fälle Geltung.

III. Finanzielle Auswirkungen

Dieser Entwurf hat für den Staat keine neue finanzielle Belastung zur Folge.

Gewisse Änderungen dürften im Gegenteil eine finanzielle Verbesserung herbeiführen oder zumindest dem Anstieg der Kosten in der Strafjustiz Einhalt gebieten. In der Strafprozessordnung geht es um folgende Bestimmungen:

- Die Aufhebung des generellen Anspruchs auf einen amtlichen Verteidiger, wenn der Rechtsbeistand des Geschädigten am Verfahren teilnimmt (Art. 36 Abs. 1 Bst. e).
- Die klarere Abgrenzung zwischen der Zuständigkeit der Polizei und jener des Untersuchungsrichters (Art. 122 Abs. 3 und 127 Abs. 3). Mit dieser Massnahme wird die Doppelarbeit von Richter und Polizei vermieden.
- Die dem Untersuchungsrichter eingeräumte Möglichkeit, gewisse Einvernahmen dem Gerichtsschreiber zu übertragen (Art. 154 Abs. 1).
- Die Streichung der Beschwerdemöglichkeit gegen Vorladungen (Art. 202 Abs. 2), was die Anzahl der Beschwerden an die Strafkammer beträchtlich vermindern wird.

Im Gesetz über die Jugendstrafrechtspflege geht es um folgende Bestimmungen:

- Die Kompetenzerweiterung des Einzelrichters beim Erlass eines Strafbefehls (Art. 24 Abs. 4 Bst. a).
- Die Aufhebung der Verpflichtung der Staatsanwaltschaft zur Teilnahme am Verfahren bei qualifizierten Untersuchungen (Art. 31). Die Änderungen erlauben mehr Flexibilität: Die Staatsanwaltschaft wird am Verfahren nur mehr teilnehmen, wenn sie es für notwendig erachtet.
- Die Streichung der Verpflichtung des Richters, Versöhnungsversuche selber durchzuführen (Art. 39 Abs. 1), was ihm erlaubt, eine andere qualifizierte Person damit zu beauftragen.
- Die Einführung der Mediation, wodurch wahrscheinlich viele Verfahren vermieden werden können (Art. 39a).

- Die Aufhebung der Verpflichtung des Richters, die Untersuchung persönlich durchzuführen und das Einräumen der Möglichkeit, die Polizei mit gewissen Aufgaben zu betrauen, ohne dass dies notwendigerweise auf schriftlichem Weg erfolgen muss (Art. 40 Abs. 2).

Die meisten dieser Änderungen sind geeignet, das Verfahren zu beschleunigen, was entsprechende finanzielle Einsparungen zur Folge haben wird.

IV. Eurokompatibilität

Dieser Gesetzesentwurf ist eurokompatibel. Er beachtet die entsprechenden Prinzipien der Europäischen Menschenrechtskonvention.

Dieser Gesetzesentwurf berührt die Aufgabenverteilung zwischen dem Kanton und den Gemeinden nicht.

GESETZESENTWURF

zur Änderung der Strafprozessordnung, des Gesetzes über die Gerichtsorganisation und des Gesetzes über die Jugendstrafrechtspflege

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 2. Oktober 2001;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Artikel 1. Die Strafprozessordnung vom 14. November 1996 (SGF 32.1) wird wie folgt geändert :

Art. 36 Abs. 1 Bst. e
Aufgehoben

Art. 66 Abs. 3, 2. Satz

³ (...). Diese Regel gilt jedoch nicht, wenn die Behörde zum Voraus darauf hingewiesen hatte, dass die Frist nicht erstreckt werde.

Art. 102 Abs. 1^{bis} und 1^{ter} (neu) und Abs. 2

^{1bis} In den Fällen nach Absatz 1 Bst. a kann auch die Polizei selbst eine Person wenn nötig zwangsweise vorführen.

^{1ter} Während des Polizeigewahrsams kann der Offizier der Gerichtspolizei in den Fällen nach Absatz 1 Bst c einen Vorführungsbefehl ausstellen.

² Die Behörde achtet besonders darauf ... (Nachfolgendes unverändert).

Art. 106 Abs. 1

¹ Die Polizei kann eine Person höchstens 24 Stunden festhalten... (Nachfolgendes unverändert).

Art. 107 Abs. 1 Bst. a

a) die Frist von 24 Stunden nach Beginn des Polizeigewahrsams abgelaufen ist.

Art. 122 Abs. 3 (neu)

³ Während des Polizeigewahrsams kann der Offizier der Gerichtspolizei eine vorläufige Beschlagnahme anordnen. Der Untersuchungsrichter ist in den durch das Kantonsgericht festgelegten Formen und Fristen davon zu verständigen .

Art. 127 Abs. 3 (neu)

³ Während des Polizeigewahrsams kann der Offizier der Gerichtspolizei eine Hausdurchsuchung anordnen.

Der Untersuchungsrichter ist in den durch das Kantonsgericht festgelegten Formen und Fristen davon zu verständigen.

Art. 143. Abs. 1 Bst. a und b

a) [ohne genügenden Grund einer Vorladung] eines Richters, eines Oberamtmanns oder der Polizei [nicht Folge leistet];

b) [sich trotz Mahnung weigert, einer Verfahrenspflicht nachzukommen, die] der Richter, der Oberamtmann oder die Polizei ... (Nachfolgendes unverändert).

Art. 150 Abs. 1 Bst. d

d) [Sie führt unaufschiebbare Massnahmen durch] und trifft die in den Artikeln 105, 106, 122 und 127 vorgesehenen Anordnungen.

Art. 154 Abs. 1, 2. Satz (neu)

¹ (...). Mit dem Einverständnis der Parteien kann er Einvernahmen an den Gerichtsschreiber delegieren, ausser wenn es sich um qualifizierte Untersuchungen handelt.

Art. 175 Abs. 2

² (...) der mit der Angelegenheit befassten Behörde ankündigen; diese vermerkt die Ankündigung in den Akten.

Art. 183 Abs. 2

Den Begriff «das Urteil» durch «die angeordnete Strafe» ersetzen.

Art. 202 Abs. 2 Bst. d (neu)

d) Vorladungen.

Art. 2. Das Gesetz vom 22. November 1949 über die Gerichtsorganisation (SGF 131.0.1.) wird wie folgt geändert:

Art. 118 Abs. 2

Die Ausdrücke «der Präsident der Strafkammer» durch «der Präsident des Untersuchungsrichteramtes» ersetzen.

Art. 3. Das Gesetz vom 27. November 1973 über die Jugendstrafrechtspflege (SGF 132.6) wird wie folgt geändert:

Art. 20 Abs. 2

Aufgehoben

Art. 23 Abs. 4 Bst. a

a) [Er kann in Form eines Strafbefehls] einen Verweis erteilen, eine Verpflichtung zu einer persönlichen Arbeitsleistung bis zu drei Tagen oder zur Teilnahme an einem Kurs auferlegen oder eine Busse bis zu 300 Franken aussprechen. Er kann ebenfalls von jeder Massnahme oder Strafe absehen;

Art. 25 Abs. 1

Die Gedankenstriche bei der Aufzählung durch Kleinbuchstaben ersetzen.

¹ [Der Präsident als Einzelrichter ist zuständig, folgende Massnahmen anzuordnen und Strafen zu verhängen:]

a) [Aufschub der Anordnung einer Strafe oder Massnahme (Art. 97 Abs. 1 StGB)] ;

b) [Erziehungshilfe (Art. 84 und 91 StGB)];

c) Besondere Behandlung (Art. 85 und 92 StGB);

- d) [Verweis (Art. 87 und 95 StGB)] ;
- e) Verpflichtung zu einer persönlichen Arbeitsleistung bis zu zwanzig Tagen oder zur Teilnahme an einem Kurs (Art 87 und 95 StGB);
- f) [Schularrest (Art. 87 StGB)];
- g) [Busse bis zu] 500 Franken [(Art. 95 StGB)];
- h) [Einschliessung bis zu] dreissig Tagen [(Art. 95 StGB)].

Art. 31. b) Staatsanwaltschaft

Die Staatsanwaltschaft kann die Anklage vor der Jugendstrafkammer vertreten.

Art. 36

Aufgehoben

Art. 37. b) Polizeigewahrsam

¹ Der Polizeigewahrsam darf bei einem Jugendlichen nicht länger als zwölf Stunden und bei einem Kind nicht länger als sechs Stunden dauern.

² Die Polizei verständigt unverzüglich den Richter von jedem Polizeigewahrsam. Sie benachrichtigt ebenfalls die Eltern, den Vormund oder die Person, der die Hausgewalt zusteht, darüber, dass der Minderjährige vorübergehend auf dem Polizeiposten festgehalten wird. Die Benachrichtigung kann aufgeschoben werden, wenn Verdunkelungsgefahr besteht.

Art. 38 Abs. 1 und Abs. 3

¹ Die Anordnung der Untersuchungshaft ist dem Beschuldigten, seinen Eltern oder seinem Vormund, der Staatsanwaltschaft, der Polizei, der Haftanstalt und der Strafkammer mitzuteilen. Wenn nötig werden die zuständigen Sozialdienste oder der Arbeitgeber benachrichtigt.

³ Aufgehoben

Art. 38 a (neu). d) Beobachtung in einer Institution

Der Ermittlungsrichter kann im Sinne der Artikel 83 und 90 des Schweizerischen Strafgesetzbuches eine Beobachtung in einer spezialisierten Institution anordnen. Die Beobachtungszeit darf jedoch nicht länger als sechs Monate dauern.

Art. 38 b (neu). e) Vorläufige Unterbringung

Erfordert der Untersuchungszweck die Untersuchungshaft nicht oder nicht mehr, so kann der Ermittlungsrichter den Minderjährigen in dessen Interesse in die Obhut einer Familie oder einer von ihm bezeichneten Institution geben.

Art. 39 Abs. 1

¹ Hat ein Minderjähriger eine Straftat begangen, die nur auf Antrag verfolgt wird, so vernimmt der Ermittlungsrichter den Kläger, den gesetzlichen Vertreter und wenn nötig den Minderjährigen ein und führt den Vermittlungsversuch durch.

Art. 39 a (neu). Mediation

Der Richter kann in jedem Stand des Verfahrens, der Untersuchung, des Urteils oder der Vollstreckung einen Strafmediator beiziehen.

Art. 40. Untersuchung a) Im Allgemeinen

¹ Der Ermittlungsrichter führt die Untersuchungshandlungen entsprechend den Artikeln 83 und 90 des Schweizerischen Strafgesetzbuches durch.

² Er kann die Polizei mit gewissen Aufgaben betrauen. Der Beschuldigte kann jedoch verlangen, dass der Ermittlungsrichter, ausser bei erwiesener Verhinderung, die Einvernahme oder die Konfrontation mit Belastungszeugen selbst durchführt.

³ Während der Untersuchung muss jede Gegenüberstellung von Beschuldigten vermieden werden, sofern diese Massnahme nicht notwendig ist.

Art. 41

Aufgehoben

Art. 44. Mitteilung des Entscheides über die Fortsetzung des Verfahrens

¹ Der Entscheid, auf die Strafverfolgung zu verzichten oder den Beschuldigten an eine urteilende Behörde zu überweisen, wird den gesetzlichen Vertretern und, falls der Ermittlungsrichter es für angezeigt erachtet, dem Minderjährigen, der Person, der die Hausgewalt über ihn zusteht oder dem kantonalen Jugendamt mitgeteilt.

² Der Entscheid, den Beschuldigten an die Jugendstrafkammer zu überweisen, wird ebenfalls der Staatsanwaltschaft mitgeteilt.

³ Die Vorladung vor den Einzelrichter gilt als Überweisung an eine urteilende Behörde. Sie muss alle in Artikel 165 der Strafprozessordnung vorgesehenen Angaben enthalten.

Art. 46. b) Teilnahme der Staatsanwaltschaft

Die Staatsanwaltschaft muss ihre Teilnahme an den Hauptverhandlungen innert dreissig Tagen nach der Mitteilung der Überweisungsverfügung dem Präsidenten ankündigen; dieser vermerkt die Ankündigung in den Akten und informiert die Parteien darüber.

Art. 47 Abs. 3

³ Im Interesse des Minderjährigen können die Parteivorträge in dessen Abwesenheit gehalten werden.

Art. 48. Urteil

Für die Ausfertigung des Urteils gelten die Bestimmungen des Artikels 186 der Strafprozessordnung.

Art. 4. Der Staatsrat wird mit dem Vollzug dieses Gesetzes beauftragt. Er bestimmt den Zeitpunkt des Inkrafttretens.

Vom Grossen Rat beschlossen in Freiburg am

RAPPORT N° 321

2 octobre 2001

sur le postulat (anc. motion) Beat Vonlanthen et Marie-Louise Rudaz-Spicher concernant la création de la fonction de «médiateur-médiatrice»

Conformément à l'article 74 de la loi du 15 mai 1979 portant règlement du Grand Conseil, nous avons l'honneur de vous présenter le rapport et nos propositions sur le postulat Beat Vonlanthen et Marie-Louise Rudaz-Spicher (motion transformée en postulat [cf. BGC, 1998, pp. 1386 et 1387]) se rapportant à la fonction de médiateur-médiatrice.

1. Résumé de la motion et réponse du Conseil d'Etat

Les députés Beat Vonlanthen et Marie-Louise Rudaz-Spicher, arguant des avantages, singulièrement d'une manière générale des possibilités d'amélioration des relations entre les autorités et les citoyennes et citoyens qu'apporte l'instrument de la médiation, système connu dans d'autres pays, cantons ou secteurs d'activités,